

Tunis veut lancer un plan Marshall pour l'Afrique

Barrouhi, Abdelaziz

Reuters, 19 juin 1994

TUNIS, 19 juin, Reuter - La Tunisie, qui vient d'accéder à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), se prépare à lancer une offensive en direction des pays riches en faveur d'un "plan Marshall" pour l'Afrique, en proie à une succession de conflits et de crises.

Dans une interview à Reuter dressant le bilan du sommet de Tunis qui vient de s'achever, Habib Ben Yahia, ministre tunisien des Affaires étrangères, annonce également que les pays africains ont déjà approuvé l'envoi de 3.000 soldats pour le maintien de la paix au Rwanda dans le cadre des efforts du Conseil de sécurité pour y faire respecter le cessez-le-feu.

Mettant en pratique les recommandations du sommet, la Tunisie, qui a déjà des troupes au Rwanda, a décidé samedi de renforcer ces effectifs dont le nombre n'est néanmoins pas rendu public.

"Les crises au Rwanda, en Somalie, au Libéria, au Burundi ne sont que la face visible de l'iceberg des défis qu'affronte l'Afrique. Il y a des défis cachés que l'OUA a essayé cette fois-ci de dégager d'une façon concrète (...) Il s'agit de l'équation à trois inconnues que sont le développement, la démocratisation et la stabilité," a-t-il ajouté.

"Durant le sommet, la plupart des chefs d'Etats ont souligné le fait que la page de la décolonisation et de l'apartheid est définitivement tournée. La phase nouvelle est celle du développement pour parachever l'indépendance politique par le progrès économique," souligne Habib Ben Yahia.

"Le président Zine al-Abidine Ben Ali adressera au groupe des Sept (pays industrialisés les plus riches) qui se réuniront à Naples le 9 juillet prochain, un message faisant appel à leur conscience," a annoncé le ministre tunisien. "Il s'agit de l'intérêt des pays industrialisés."

Tunis suggère que les pays industrialisés adoptent un "plan Marshall" qui sera financé par la dette des pays africains pour résoudre les problèmes de développement et d'environnement dans le cadre de la globalisation de l'économie mondiale.

La dette africaine a atteint 282 milliards de dollars en 1992.

"Je m'empresse de dire que la Tunisie, sur le plan de la dette, est un pays solvable, crédible, et paye à temps, mais elle voit loin," rappelle le ministre.

Il souligne que dans le cadre du programme d'action qui s'est dégagé lors du Sommet de Tunis, les ministres de l'Economie et du Commerce de l'OUA

vont se réunir au mois d'octobre à Tunis pour défendre les intérêts africains en consultation avec le GATT et la CNUCED.

— “Nouvel essor à l’OUA” —

“La réunion de Tunis doit se pencher sur la place que doit occuper l’Afrique dans ce nouvel ordre commercial et économique international à la suite de la signature des actes de l’Uruguay round (cette année) à Marrakech”.

“Nous allons nous réunir non pas pour faire de la philosophie et parler de la place de l’Afrique d’une façon idyllique, mais voir comment défendre les intérêts de l’Afrique dans un monde où la concurrence va être très sévère”.

Cette réunion d’octobre sera suivie, avant la fin de l’année, d’un conseil extraordinaire des ministres des Affaires étrangères pour discuter des “défis du développement” des pays africains.

“Les remèdes ont été identifiés, il s’agira surtout de trouver l’ingrédient qui manque, comment mobiliser les ressources nationales, régionales et internationales et quelles sont les priorités,” souligne le ministre.

Il se félicite du fait que c’est à Tunis que les 42 chefs d’Etats africains présents ont réussi, après de longues heures de concertations, à trouver une formule pour engager un processus de “solution africaine” à la crise au Rwanda, permettant aux parties en conflit de conclure un cesse-le-feu.

“Nous insistons sur le fait que la crise du Rwanda ne concerne pas seulement les Africains (...) Le Conseil de sécurité est le premier responsable s’agissant du respect du cessez-le-feu...,” a-t-il dit.

A la question de savoir si la Tunisie est favorable à l’initiative française d’envoyer des troupes multinationales au Rwanda, Habib ben Yahia répond : “Le défi est tellement important qu’on a besoin de l’intervention de toutes les nations...”

Il précise que durant sa présidence de l’OAU pendant un an, la Tunisie s’efforcera de faire en sorte que les résolutions de l’organisation ne restent pas lettre morte.

“Je crois que cette fois-ci à Tunis nous n’avons pas adopté des résolutions pour (nous contenter de) cataloguer les problèmes. Il y a un programme d’action que nous allons mettre en œuvre en coordination avec tous les intervenants”.

“Je peux vous assurer que la présidence tunisienne s’y emploiera (...) Nous n’avons pas de baguette magique, mais le président Zine al-Abidine Ben Ali (nouveau président de l’OUA), qui est un homme d’action, donnera j’en suis certain un nouvel essor à l’OUA”.

L’entrée de l’Afrique du Sud au sein de l’OUA et la personnalité de son président, Nelson Mandela, qui est aussi membre du bureau présidentiel chargé de superviser l’action de l’organisation entre les sommets “donnera un coup de pouce salutaire à l’OUA,” souligne Habin Ben Yahia. /AB

(c) Reuters Limited 1994